

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2808

[C — 2009/29400]

30 AVRIL 2009. — Décret modifiant le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, modifié par le décret du 25 mai 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° Un point 1bis°, rédigé comme suit, est inséré après le point 1° :

« 1bis° santé : un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité; »;

2° Au point 2°, les mots « , en ce compris toute compétition ou exhibition sportive, » sont insérés entre les mots « toute initiative » et les mots « qui permet »;

3° Le point 5° est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« 5° cercle : association de membres affiliée à une fédération sportive, à une fédération sportive de loisirs ou à une association sportive telles que définies aux 6°, 6bis° et 6ter°; »;

4° Le point 6° est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« 6° fédération sportive : fédération sportive reconnue en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française; »;

5° Un point 6bis°, rédigé comme suit, est inséré après le point 6° :

« 6bis° fédération sportive de loisirs : fédération sportive de loisirs reconnue en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française »

6° Un point 6ter°, rédigé comme suit, est inséré après le point 6bis° :

« 6ter° association sportive : association sportive reconnue en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française; ».

7° Un point 10°, rédigé comme suit, est inséré après le point 9° :

« 10° sport de combat : sport dont les règles autorisent explicitement les coups portés volontairement. »

8° Un point 11°, rédigé comme suit, est inséré après le point 10° :

« 11° organisateur d'entraînement et/ou de manifestations sportifs : toute personne physique ou morale qui organise des entraînements et/ou des manifestations sportifs, en dehors d'une fédération sportive, d'une fédération sportive de loisirs ou d'une association sportive telles que visées aux points 6°, 6bis° et 6ter°. »

Art. 2. L'article 3 du même décret est supprimé.

Art. 3. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement arrête des principes généraux visant, d'une part, à prévenir les risques pour la santé liés à la pratique de disciplines sportives et aux conditions d'entraînement et, d'autre part, à promouvoir une pratique sportive adaptée et susceptible d'améliorer la santé, le tout en visant à la responsabilisation du sportif.

Ces principes généraux se présentent sous la forme d'un arbre décisionnel et visent notamment à déterminer :

1° La nécessité ou non d'un examen médical attestant de l'absence de contre-indication identifiable à une pratique sportive compte tenu, notamment, du type de discipline sportive, des risques particuliers qui y sont liés, de la fréquence de sa pratique, de son caractère compétitif ou non ainsi que de l'âge du sportif, de son état de santé et de ses antécédents médicaux personnels ou familiaux;

2° Le contenu minimal et la fréquence de ces examens médicaux.

Les principes généraux prévoient également que :

1° En vue de déterminer si un examen médical est nécessaire, le sportif a l'obligation d'informer le médecin des antécédents particuliers liés à son état de santé et

2° Si un examen médical est nécessaire et que des antécédents particuliers ont été signalés par le sportif, le médecin a l'obligation de procéder à des examens complémentaires adaptés à l'état de santé du sportif. »

Art. 4. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Eu égard à la spécificité des activités sportives qu'ils règlent ou organisent, les fédérations sportives, les fédérations sportives de loisirs et les associations sportives, d'une part, et les organisateurs d'entraînement et/ou de manifestations sportives; d'autre part, sont tenus :

1° De veiller à la promotion de la santé dans la pratique de leurs activités sportives;

2° De prendre des mesures appropriées visant à prévenir et à combattre d'une manière effective les circonstances et les situations ayant un effet négatif sur l'intégrité physique et le bien-être psychique du sportif;

3° D'informer le sportif des principes généraux visés à l'article 4.

Sont dispensés de l'obligation d'information prévue à l'alinéa 1^{er}, 3°, les organisateurs de manifestations sportives ponctuelles pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une manifestation sportive relevant du sport de combat ou d'un sport à risque particulier. Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « manifestation sportive ponctuelle ».

§ 2. Chaque fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive adopte un règlement médical incluant au minimum :

1° Les principes généraux visés à l'article 4;

2° La périodicité de l'examen médical auquel est soumis le sportif afin d'attester de l'absence de contre-indication identifiable à la pratique de la discipline sportive concernée;

3° L'information minimale à fournir aux sportifs ainsi qu'aux parents ou personnes investies de l'autorité parentale sur les sportifs de moins de 18 ans;

4° Les obligations des sportifs;

5° Les obligations imposées aux cercles notamment en matière d'encadrement sanitaire des jeunes sportifs;

6° Les obligations imposées aux personnes qui entraînent, assistent ou encadrent, sur un plan médical, paramédical, d'une manière permanente ou non, un ou plusieurs sportifs lors d'un entraînement sportif et/ou d'une manifestation sportive.

Chaque fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive diffuse son règlement médical auprès de ses membres ou participants.

Tout cercle qui organise des entraînements et/ou, des manifestations sportifs est tenu d'appliquer le règlement médical de la fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive à laquelle il est affilié.

Chaque fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive soumet son règlement médical à l'approbation du Gouvernement, après avis de la commission rendu dans les 60 jours à dater de la notification du règlement médical.

Le règlement médical adopté est valable pour une durée de quatre ans. Il peut néanmoins être modifié durant cette période à la demande de la commission, du Gouvernement ou sur initiative de la fédération sportive, de la fédération sportive de loisirs ou de l'association sportive, notamment en raison de l'évolution du droit international applicable.

Toute modification du règlement médical d'une fédération sportive, d'une fédération sportive de loisirs ou d'une association sportive est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Lorsque la modification du règlement médical intervient à l'initiative du Gouvernement ou d'une fédération sportive, d'une fédération sportive de loisirs ou d'une association sportive, l'avis préalable de la commission est requis et est rendu dans un délai de 60 jours à dater de la notification de la modification.

Les modifications apportées à un règlement médical n'ont aucune incidence sur le délai de quatre ans visé à l'alinéa 5.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des sports relevant de la catégorie des sports à risque particulier applicable aux fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives.

Chaque fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive dont les activités relèvent de cette catégorie, adopte un règlement médical tel que visé au § 2 tout en l'adaptant à la nature des risques encourus.

§ 4. Le Gouvernement arrête la liste des sports relevant de la catégorie des sports à risque particulier applicable aux organisateurs d'entraînements et/ou de manifestations sportives. Cette liste peut différer de la liste visée au § 3, alinéa 1^{er}, mais ne peut en aucun cas être plus restrictive.

Tout organisateur d'entraînements et/ou de manifestations de sports à risque particulier tels que visés à l'alinéa 1^{er} à l'exception des sports de combat, informe les sportifs de l'existence d'un règlement médical élaboré par la fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive dont relève la discipline sportive concernée.

Au cas où la discipline sportive visée à l'alinéa 1^{er} ne relève d'aucune fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive, l'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations sportifs adopte, sous sa propre responsabilité, un règlement médical adapté à la nature des risques encourus. Le Gouvernement peut en arrêter le contenu minimum.

L'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations sportifs peut adopter provisoirement un règlement médical en vertu de l'alinéa 3 et le soumettre, à sa demande, ou soumettre les modifications qu'il apporte à celui-ci, à l'avis de la commission, laquelle se prononce dans un délai de 60 jours à dater de la notification de la demande.

Le règlement médical adopté définitivement est valable pour une durée de quatre ans. Il peut être modifié conformément au § 2, alinéas 5 et 7. Il doit être modifié conformément au § 2, alinéas 5 et 7 dès lors que la nature des risques encourus par la pratique du sport visé est elle-même modifiée. Ces modifications n'ont aucune incidence sur la durée de validité du règlement médical.

L'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations de sports à risque particulier tels que visés à l'alinéa 1^{er}, à l'exception des sports de combat, prend en outre toutes les mesures pour garantir la santé des participants, en ce compris des mesures portant sur les conditions matérielles d'organisation et sur les conditions d'encadrement médical et sanitaire.

Sur simple demande du Gouvernement ou de la commission, l'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations sportifs communique le règlement médical qu'il a adopté et produit toute pièce de nature à vérifier le respect des conditions visées à l'alinéa 6.

Le Gouvernement peut préciser les mesures visées à l'alinéa 6.

§ 5. Tout organisateur d'entraînements et/ou de manifestations d'un sport de combat qui relève d'une fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive adopte et applique, sous sa seule responsabilité, un règlement médical analogue à celui de la fédération sportive, fédération sportive de loisirs ou association sportive concernée.

Le Gouvernement arrête la liste des sports de combat visés à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le sport de combat n'est pas compris dans la liste visée à l'alinéa 2, l'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations sportifs adopte, sous sa propre responsabilité, un règlement médical adapté à la nature des risques encourus.

Le Gouvernement peut arrêter le contenu minimum des règlements médicaux visés à l'alinéa 3.

L'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations sportifs peut adopter provisoirement un règlement médical en vertu de l'alinéa 1^{er} ou 3 et le soumettre, à sa demande, ou soumettre les modifications qu'il apporte à celui-ci, à l'avis de la commission, laquelle se prononce dans un délai de 60 jours à dater de la notification de la demande.

Le règlement médical adopté définitivement est valable pour une durée de quatre ans. Lorsqu'il est adopté sur la base de l'alinéa 1^{er}, il intègre automatiquement les modifications intervenues sur pied du § 2, alinéas 5 à 7. Lorsqu'il est adopté sur la base de l'alinéa 3, il peut être modifié conformément au § 2, alinéas 5 et 7. Il doit être modifié, conformément au § 2, alinéas 5 et 7, dès lors que la nature des risques encourus par la pratique du sport visé est elle-même modifiée. Ces modifications n'ont aucune incidence sur la durée de validité du règlement médical.

L'organisateur d'entraînements et/ou de manifestations de sports visé à l'alinéa 1^{er} respecte en outre les obligations visées au § 4, alinéas 6 à 8.

§ 6. Le Gouvernement arrête, pour certains sports relevant de la catégorie des sports à risque particulier ou des sports de combat, des conditions particulières de nature à diminuer les risques pour la santé liés à leur pratique.

§ 7. Le Gouvernement peut établir une liste des médecins du sport et la mettre à disposition des fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives ainsi que des organisateurs d'entraînement et de manifestations sportifs. »

Art. 5. L'article 6 du même décret est supprimé.

Art. 6. A l'article 7 du même décret, les mots « , fédérations sportives de loisirs et associations sportives » sont insérés entre les mots « fédérations sportives » et les mots « et les organisations ».

Art. 7. L'article 8 du même décret est supprimé.

Art. 8. L'article 10 du même décret est modifié comme suit :

1° Les termes « , sur avis de la commission, » sont supprimés;

2° Il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit : « Le Gouvernement peut renvoyer à une liste existante lorsque celle-ci a été établie en vertu d'un traité de droit international public. Dans ce cas, l'avis de la commission visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, n'est pas requis. »

Art. 9. L'article 11 du même décret est modifié comme suit :

1° Les termes « , sur avis de la commission, » sont supprimés;

2° Il est ajouté un troisième alinéa, rédigé comme suit : « Le Gouvernement peut renvoyer à des procédures existantes lorsque celles-ci sont établies en vertu d'un traité de droit international public. Dans ce cas, l'avis de la commission visé à l'article 16, alinéa 2, 1°, n'est pas requis. »

Art. 10. Dans le Chapitre IV du même décret, un article 11*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'application d'autres peines prévues par le Code pénal, du droit de la responsabilité civile ou des législations particulières, notamment en matière de suspension ou de retrait de reconnaissance des fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives, est puni d'une amende de cent à mille euros celui qui viole les dispositions de l'article 5, § 1^{er}, 3°, ou § 2, alinéas 1 à 4.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef de l'infraction susvisée, coulé en force de chose jugée, les peines peuvent être doublées.

Sans préjudice de l'application d'autres peines prévues par le Code pénal, du droit de la responsabilité civile ou des législations particulières, notamment en matière de suspension ou de retrait de reconnaissance des fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de deux cent à deux mille euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui, en violation de l'article 5, § 3, § 4, alinéas 1^{er} à 5, § 5 ou § 6, organise des sports relevant de la catégorie des sports à risque particulier ou des sports de combat ou concourt à leur organisation.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef de l'infraction susvisée, coulé en force de chose jugée, les peines peuvent être doublées. »

Art. 11. A l'article 12 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « , fédérations sportives de loisirs et associations sportives » sont insérés entre les mots « fédérations sportives » et le mot « et d'autres organismes »;

2° A l'alinéa 3, les mots « , la fédération sportive de loisirs ou l'association sportive » sont insérés entre les mots « fédération sportive » et le mot « concernée ».

Art. 12. A l'article 13, alinéa 1^{er}, du même décret :

1° Les mots « , fédérations sportives de loisirs ou associations sportives » sont insérés entre les mots « fédérations sportives » et les mots « ou les cercles sportifs ».

2° Les mots « ou les cercles sportifs » sont remplacés par les mots « ou les cercles ».

Art. 13. L'article 16 § 1^{er}, 4°, du décret du 8 mars 2001 est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque année, avant le 31 mars, de remettre au Gouvernement et au Parlement un rapport sur son activité en y intégrant un chapitre relatif à la manière dont les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives remplissent leurs obligations visées dans le présent décret ».

Art. 14. A l'article 16, § 2, alinéa 3, du même décret, les mots : « à l'exception des avis visés à l'article 5, § 2, alinéas 4 et 7, » sont insérés entre les mots « Passé ce délai, » et les mots « les avis ne sont plus requis ».

Art. 15. Le Gouvernement arrête le délai dont disposent les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs ou associations sportives qui sont déjà reconnues conformément au décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française au moment de l'entrée en vigueur du présent décret pour adopter un règlement médical conformément aux dispositions par lesquelles l'article 4 remplace l'article 5 du décret du 8 mars 2001 précité.

Art. 16. L'entrée en vigueur du présent décret est fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances,
de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance,
de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de
l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 621-1. — Amendements de Commission, n° 621-2. — Rapport, n° 621-3.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 27 avril 2009. — Adoption. Séance du 28 avril 2009.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2808

[C – 2009/29400]

30 APRIL 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Na punt 1° wordt een punt 1° *bis*, ingevoegd, luidend als volgt :

« 1° *bis* gezondheid : Gezondheid is niet alleen de afwezigheid van ziekte of gebrek, maar is ook een toestand van volledig fysiek, psychisch en sociaal welbevinden; »;

2° In punt 2°, worden de woorden « , met inbegrip van elke sportwedstrijd of –exhibitie » ingevoegd tussen de woorden « elk initiatief » en « dat mensen toelaat »;

3° Punt 5° wordt vervangen door een bepaling, luidend als volgt :

« 5° sportkring : vereniging van leden die aangesloten zijn bij een sportfederatie, een sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of bij een sportvereniging zoals bedoeld in 6°, 6° *bis* en 6° *ter*; »;

4° Punt 6° wordt vervangen door een bepaling, luidend als volgt :

« 6° sportfederatie : sportfederatie die erkend wordt bij toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap; »;

5° Na punt 6° wordt een punt 6° *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° *bis* : sportfederatie voor vrijetijdsbesteding : sportfederatie voor vrijetijdsbesteding erkend met toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap; »;

6° Na punt 6° *bis* wordt een punt 6° *ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° *ter* sportvereniging : sportvereniging erkend met toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap; »;

7° Na punt 9° wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° vechtsport : sport waarvan de regels de opzettelijk toegebrachte slagen uitdrukkelijk toelaten. »

8° Na punt 10° wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

11° organisator van sporttrainingen en/of –manifestaties : iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die sporttrainingen en/of –manifestaties organiseert, buiten een sportfederatie, een sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of een sportvereniging zoals bedoeld in de punten 6°, 6° *bis* en 6° *ter*. ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering stelt de algemene beginselen vast die tot doel hebben, enerzijds, de risico's voor de gezondheid voortvloeiend uit de beoefening van sportdisciplines en uit de trainingsvoorwaarden te voorkomen, en, anderzijds, een aangepaste sportpraktijk te bevorderen die de gezondheid kan verbeteren, waarbij de responsabilisering van de sportbeoefenaar wordt beoogd.

Die algemene beginselen rusten op een vertakte beslissingsstructuur en hebben inzonderheid tot doel het volgende te bepalen :

1° is een medisch onderzoek noodzakelijk om te bevestigen dat er geen contra-indicatie is voor het beoefenen van een bepaalde sportdiscipline, rekening houdend, inzonderheid, met het type sportdiscipline, de bijzondere risico's in verband daarmee, de regelmatige beoefening, het al dan niet competitief karakter, alsook met de leeftijd van de sportbeoefenaar, zijn gezondheidstoestand en zijn persoonlijke of familiale medische antecedenten;

2° de minimuminhoud en de periodiciteit van de medische onderzoeken.

De algemene beginselen bepalen eveneens dat :

1° de sportbeoefenaar, om te kunnen beslissen of een medisch onderzoek noodzakelijk is, verplicht is de arts op de hoogte te brengen van de bijzondere antecedenten betreffende zijn gezondheidstoestand,

en

2° een medisch onderzoek al dan niet noodzakelijk is; indien bijzondere antecedenten door de sportbeoefenaar werden meegedeeld, is de arts verplicht aanvullende examens uit te voeren die aan de gezondheidstoestand van de sportbeoefenaar aangepast zijn. »

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Rekening houdend met de specificiteit van de sportactiviteiten die ze regelen of organiseren, moeten de sportfederaties, de sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en de sportverenigingen, enerzijds, en de organisatoren van sporttrainingen en/of sportmanifestaties, anderzijds :

1° zorgen voor de gezondheids promotie bij de beoefening van hun sportactiviteiten;

2° aangepaste maatregelen nemen met het oog op het doeltreffende voorkomen en bestrijden van de omstandigheden en toestanden die negatieve gevolgen hebben op de lichamelijke integriteit en het psychisch welbevinden van de sportbeoefenaar;

3° de sportbeoefenaar op de hoogte brengen van de algemene beginselen bedoeld in artikel 4.

Van de in het eerste lid, 3° bedoelde mededelingsverplichting worden vrijgesteld, de organisatoren van eenmalige sportmanifestaties, voor zover het niet gaat om een sportmanifestatie ressorterend onder een vechtsport of een sport met een bijzonder risico. De Regering bepaalt wat dient te worden verstaan onder « eenmalige sportmanifestatie ».

§ 2. Elke sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging keurt een medisch reglement goed, dat minstens de volgende gegevens bevat :

1° de algemene beginselen bedoeld in artikel 4;

2° de periodiciteit van het medisch onderzoek waaraan de sportbeoefenaar wordt onderworpen om te bevestigen dat er geen contra-indicatie is voor het beoefenen van een bepaalde sportdiscipline;

3° de minimuminformatie die te verstrekken is aan de sportbeoefenaars alsook aan de ouders of de personen die de ouderlijke macht uitoefenen over de sportbeoefenaars van minder dan 18 jaar;

4° de verplichtingen van de sportbeoefenaars;

5° de verplichtingen die aan de kringen worden opgelegd, inzonderheid inzake gezondheidsbegeleiding van de jonge sportbeoefenaars;

6° de verplichtingen die worden opgelegd aan de personen die één of meer sportbeoefenaars, op medisch of paramedisch vlak, op een permanente of niet permanente wijze, trainen, bijstaan of begeleiden gedurende een sporttraining en/of sportmanifestatie.

Elke sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging verspreidt haar medisch reglement bij haar leden of deelnemers.

Elke kring die sporttrainingen en/of -manifestaties organiseert, moet het medisch reglement van de sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging waarbij hij aangesloten is, toepassen.

Elke sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging legt haar medisch reglement de Regering ter goedkeuring voor, na het advies van de commissie te hebben ingewonnen dat wordt uitgebracht binnen de 60 dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van het medisch reglement.

Het goedgekeurde medisch reglement is geldig voor vier jaar. Het kan niettemin gedurende die periode worden gewijzigd op aanvraag van de commissie, de Regering of op initiatief van de sportfederatie, de sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of de sportvereniging, inzonderheid op grond van de evolutie van het toepasselijke internationaal recht.

Elke wijziging van het medisch reglement van een sportfederatie, een sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of van een sportvereniging wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

Wanneer de wijziging van het medisch reglement geschiedt op initiatief van de Regering of van een sportfederatie, een sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of een sportvereniging, is het voorafgaande advies van de commissie vereist en wordt uitgebracht binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de wijziging.

De wijzigingen die aan een medisch reglement worden aangebracht, wijzigen niet de termijn van vier jaar bedoeld in het vijfde lid.

§ 3. De Regering stelt de lijst van de sporten die behoren tot de categorie van de sporten met een bijzonder risico vast die toepasselijk is op de sportfederaties, sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportverenigingen.

Elke sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging waarvan de activiteiten onder die categorie ressorteren, keurt een medisch reglement goed zoals bedoeld in § 2, dat aan de aard van de risico's wordt aangepast.

§ 4. De Regering stelt de lijst van de sporten die behoren tot de categorie van de sporten met een bijzonder risico vast die toepasselijk is op de organisatoren van sporttrainingen en/of manifestaties. Die lijst kan verschillend zijn van de in § 3, eerste lid bedoelde lijst, maar kan geenszins restrictiever zijn.

Iedere organisator van trainingen en/of manifestaties van sporten met een bijzonder risico zoals bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de vechtsporten, brengt de sportbeoefenaars op de hoogte van het bestaan van een medisch reglement dat wordt opgesteld door de sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging waaronder de betrokken sportdiscipline ressorteert.

Als de in het eerste lid bedoelde sportdiscipline onder geen sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging ressorteert, keurt de organisator van sporttrainingen en/of manifestatie, onder eigen verantwoordelijkheid, een medisch reglement goed dat aangepast is aan de aard van de risico's. De Regering kan er de minimuminhoud van vaststellen.

De organisator van sporttrainingen en/of –manifestaties kan een medisch reglement voorlopig goedkeuren krachtens het derde lid en dit, op aanvraag, of de wijzigingen eraan, aan het advies van de commissie onderwerpen, die zich binnen een termijn van 60 dagen, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van de aanvraag, uitspreekt.

Het definitief goedgekeurde medisch reglement is geldig voor vier jaar. Het kan worden gewijzigd overeenkomstig § 2, vijfde en zevende lid. Het moet worden gewijzigd overeenkomstig § 2, vijfde en zevende lid, zodra de aard zelf van de risico's in verband met de beoefening van een bepaalde sport wordt gewijzigd. Die wijzigingen veranderen niet de geldigheidsduur van het medisch reglement.

De organisator van trainingen en/of manifestaties van sporten met een bijzonder risico zoals bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de vechtsporten, neemt overigens alle maatregelen om de gezondheid van de deelnemers te waarborgen, met inbegrip van de maatregelen betreffende de materiële organisatievoorwaarden en de voorwaarden inzake medische en gezondheidsbegeleiding.

Op gewone aanvraag van de Regering of van de commissie, deelt de organisator van sporttrainingen en/of –manifestaties het door hem goedgekeurde medisch reglement mee en legt elk stuk over dat het mogelijk maakt om de naleving van de in het zesde lid bedoelde voorwaarden te controleren.

De Regering kan de maatregelen bedoeld in het zesde lid bepalen.

§ 5. Iedere organisator van trainingen en/of manifestaties van een vechtsport die ressorteert onder een sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging, keurt, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, een medisch reglement goed dat lijkt op dat van de betrokken sportfederatie, sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging, en past het toe.

De Regering stelt de lijst van de vechtsporten bedoeld in het eerste lid vast.

Wanneer de vechtsport niet opgenomen is in de lijst bedoeld in het tweede lid, keurt de organisator van sporttrainingen en/of –manifestaties, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, een medisch reglement goed dat aangepast is aan de aard van de risico's.

De Regering kan de minimuminhoud van de in het derde lid bedoelde medische reglementen vaststellen.

De organisator van sporttrainingen en/of –manifestaties kan een medisch reglement voorlopig goedkeuren krachtens het eerste of derde lid en dit, op aanvraag, of de wijzigingen eraan, aan het advies van de commissie onderwerpen, die zich binnen een termijn van 60 dagen, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van de aanvraag, uitspreekt.

Het definitief goedgekeurde medisch reglement is geldig voor vier jaar. Als het wordt goedgekeurd op basis van het eerste lid, neemt het automatisch de wijzigingen op die werden bepaald op basis van § 2, vijfde tot zevende lid. Als het wordt goedgekeurd op basis van het derde lid, kan het worden gewijzigd overeenkomstig § 2, vijfde en zevende lid. Het moet worden gewijzigd, overeenkomstig § 2, vijfde en zevende lid, zodra de aard zelf van de risico's voortvloeiend uit de beoefening van die sport wordt gewijzigd. Die wijzigingen hebben geen invloed op de geldigheidsduur van het medisch reglement.

De organisator van sporttrainingen en/of –manifestaties bedoeld in het eerste lid leeft bovendien de verplichtingen bedoeld in § 4, zesde tot achtste lid na.

§ 6. De Regering stelt, voor sommige sporten ressorterend onder de categorie van de sporten met een bijzonder risico of de vechtsporten, bijzondere voorwaarden vast die de risico's voor de gezondheid voortvloeiend uit de beoefening ervan kunnen verminderen.

§ 7. De Regering kan een lijst van sportartsen opmaken en die ter beschikking stellen van de sportfederaties, sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportverenigingen en van de organisatoren van sporttrainingen en –manifestaties. ».

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde decreet, worden de woorden « sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportverenigingen » ingevoegd tussen de woorden « sportfederaties » en de woorden « en de internationale sportfederaties ».

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 8. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° De woorden « op advies van de commissie » worden geschrapt;

2° Er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan verwijzen naar een bestaande lijst, wanneer deze werd opgesteld krachtens een verdrag van internationaal publiek recht. In dat geval is het advies van de commissie bedoeld in artikel 16, § 1, tweede lid, 1°, niet vereist. ».

Art. 9. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° De woorden « op advies van de commissie » worden geschrapt;

2° Er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan verwijzen naar bestaande procedures wanneer deze vastgesteld zijn krachtens een verdrag van internationaal publiek recht. In dat geval is het advies van de commissie bedoeld in artikel 16, eerste lid, 1° niet vereist. ».

Art. 10. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet, wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Onverminderd de toepassing van andere straffen bepaald bij het Strafwetboek, van het recht inzake burgerlijke aansprakelijkheid of van bijzondere regelingen, inzonderheid inzake schorsing of intrekking van de erkenning van de sportfederaties, sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportverenigingen, wordt met geldboete van honderd tot duizend euro gestraft, hij die de bepalingen van artikel 5, § 1, 3°, of § 2, eerste tot vierde lid overtreedt.

Bij herhaling binnen twee jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling wegens overtreding van het hierboven bepaalde kunnen deze straffen worden verdubbeld.

Onverminderd de toepassing van andere straffen bepaald bij het Strafwetboek, van het recht inzake burgerlijke aansprakelijkheid of van bijzondere regelingen, inzonderheid inzake schorsing of intrekking van de erkenning van de sportfederaties, sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportverenigingen, wordt met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderd tot tweeduizend euro of met één van die straffen alleen gestraft, hij die, in overtreding van artikel 5, § 3, § 4, eerste tot vijfde lid, § 5 of § 6, sporten organiseert die ressorteren onder de categorie van de sporten met een bijzonder risico of vechtsporten of tot de organisatie ervan bijdraagt.

Bij herhaling binnen twee jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling wegens overtreding van het hierboven bepaalde kunnen deze straffen worden verdubbeld. ».

Art. 11. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden « sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportfederaties » ingevoegd tussen het woord « sportfederaties » en de woorden « en andere organen »;

2° In het derde lid, worden de woorden « , sportfederatie voor vrijetijdsbesteding of sportvereniging » toegevoegd na de woorden « naar de betrokken sportfederatie. ».

Art. 12. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde decreet :

1° worden de woorden « ,sportfederaties voor vrijetijdsbesteding of sportverenigingen » ingevoegd tussen de woorden « de sportfederaties » en « of de sportkringen ».

2° worden de woorden « of de sportkringen » vervangen door de woorden « of de kringen ».

Art. 13. Artikel 16, § 1, 4°, van het decreet van 8 maart 2001 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« ieder jaar, vóór 31 maart, de Regering en het Parlement, een verslag te overhandigen over haar activiteiten, met inbegrip van een hoofdstuk betreffende de wijze waarop de sportfederaties, sportfederaties voor vrijetijdsbesteding en sportverenigingen hun bij dit decreet bedoelde verplichtingen nakomen. ».

Art. 14. In artikel 16, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « met uitzondering van de adviezen bedoeld in artikel 5, § 2, vierde en zevende lid » toegevoegd na de woorden « zijn geen adviezen meer vereist ».

Art. 15. De Regering stelt de termijn vast waarover de sportfederaties, sportfederaties voor vrijetijdsbesteding of sportverenigingen die overeenkomstig het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap reeds erkend zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet beschikken om een medisch reglement goed te keuren overeenkomstig de bepalingen waarbij artikel 5 van het voormelde decreet van 8 maart 2001 door artikel 4 wordt vervangen.

Art. 16. De inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgesteld.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting,
Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn,
Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*
Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 621-1. — Commissieamendementen, nr. 621-2. — Verslag, nr. 621-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. — Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.